

ILS SE RÉUNIRONT AUJOURD'HUI À ALGER

Les intellectuels réoccupent l'espace social

Le groupe de travail constitué par des intellectuels se réunira, aujourd'hui, afin de présenter et d'enrichir un texte fondateur. L'initiative, qui s'inspire de l'expérience du RAIS des années 1980, vise à créer un mouvement en faveur des catégories les plus démunies de la société.

Tarek Hafid Alger (Le Soir) - Les intellectuels algériens se préparent à réoccuper l'espace social. C'est l'objectif que s'est tracé un groupe d'intellectuels qui tient, aujourd'hui, une réunion au Centre des ressources de la rue des Frères Ader à Alger-Centre.

Le groupe de travail constitué lors d'une première rencontre, tenue début février, présentera son projet d'appel. «Cette initiative a pris forme lors d'une conférence de Rachid Boudjedra sur la question culturelle en Algérie. Des participants ont saisi cette occasion pour lancer l'idée d'un regroupement», explique le journaliste et écrivain Hocine Belaloufi, membre du groupe de travail.

Ce mouvement, indique-t-il, est inspiré du Rassemblement des artistes, intellectuels et scientifiques (RAIS) qui s'était constitué, durant les années 80, pour dénoncer l'emprisonnement arbitraire du

réalisateur Rachid Benbrahim. «Ce nouveau mouvement s'inscrit dans la lignée des actions des intellectuels progressistes. Il est important de mobiliser ceux qui font partie d'un même courant mais qui n'ont plus aucune visibilité et qui continuent d'exprimer des idées auxquelles adhèrent un grand nombre d'Algériens. Les trois thèmes fédérateurs sont la défense de la souveraineté nationale, la démocratie et la justice sociale», note Hocine Belaloufi.

Ce mouvement est-il une initiative politique ? «La base est effectivement politique mais l'objectif consiste à organiser des actions envers les catégories les plus démunies de la société. A titre d'exemple, nous avons pensé à tenir un sit-in devant la cité des jeunes filles de Dély-Ibrahim en solidarité avec les étudiantes qui ont été insultées dans le reportage diffusé par Ennahar TV. Nous



Hocine Belaloufi, écrivain et journaliste.

avons également prévu de soutenir les travailleurs marginalisés par le groupe Lafarge avec la complicité de l'UGTA. Bien sûr, nul ne peut préjuger des actions futures. Il est possible que le mouvement s'engage dans une démarche politique, il reviendra à ses membres de le décider. Mais pour l'heure, nous ne nous inscrivons pas dans une démarche d'intégration à un parti

ou à un rassemblement politique». Lors de la réunion d'aujourd'hui, les membres du groupe de travail présenteront le projet de texte qu'ils ont élaboré. Le document sera enrichi puis adopté. «Cette initiative est ouverte à tous les intellectuels qui se reconnaissent dans les valeurs que nous défendons. Nous les invitons donc à participer à cette nouvelle réunion pour participer à la rédaction de

cet appel». A titre indicatif, le projet de texte qui sera proposé aujourd'hui, dresse un constat sans appel du rôle et des responsabilités des intellectuels en Algérie.

«Aucun homme providentiel ne parviendra à relever les immenses défis auxquels notre peuple est confronté. Seules sa conscience et sa mobilisation permettront d'y arriver. Partie intégrante de notre peuple, les intellectuels portent une lourde responsabilité sur leurs épaules. Ils peuvent se placer au service du pouvoir ou des puissances d'argent. Ils peuvent aussi se réfugier dans une confortable tour d'ivoire, loin du tumulte de la société réelle. Mais ils peuvent également rejeter l'idéologie néolibérale dans ses versions islamiste ou séculière et choisir de se faire entendre, de prendre position sur toutes les questions de société et d'intervenir concrètement aux côtés des démunis et des opprimés pour faire face aux inégalités, aux injustices et aux violations des droits et de la dignité humains».

T. H.

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Deux cadres du FIS dissous consultés

Abderrezak Mokri, président du Hamas, a annoncé hier, qu'en prévision de la conférence nationale prévue par la Coordination pour les libertés et la transition démocratique, des consultations ont eu lieu avec des cadres du FIS dissous, dont Ali Djedi et Kamel Guemazi.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - En présence de membres de la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique dont Mohcine Belabbas, Sofiane Djilali et Ahmed Benbitour, Abderrezak Mokri a déclaré que la Coordination dispose d'un projet politique pour un avenir meilleur.

Le premier responsable du Hamas a ainsi dénoncé «un jeu politique en échec et les mensonges du pouvoir» qui, selon Mokri, «invite la classe politique à émettre ses propositions alors qu'elle l'a fait à maintes reprises».

La Coordination, précise l'intervenant, avait pour objectif avant les élections de boycotter le

rendez-vous, et se fixe actuellement d'autres objectifs «comme la prise de responsabilité, un projet politique et des consultations».

Le président du Hamas dira en outre que la Coordination, de part ses revendications, a réveillé les consciences des Algériens et les a influencés lors de l'élection présidentielle puisqu'elle a «sorti 5 millions d'Algériens de la spirale de la peur».

Abderrezak Mokri précisera de ce fait que 80% des Algériens n'ont pas participé aux élections. S'agissant de la formation du nouveau gouvernement Sellal, il dénoncera les mêmes pratiques du pouvoir puisqu'il s'agit «d'un gouvernement de récompenses et

non pas de compétences». Mokri, dénonçant aussi «l'absence de sens politique de la part du pouvoir», mettra le FLN au défi d'assumer ses responsabilités concernant la situation actuelle du pays.

«Les responsables du FLN qui ont affirmé être majoritaires lors des dernières législatives, doivent se demander si les Algériens leur ont offert leurs voix juste pour qu'ils occupent l'hémicycle», s'est indigné Abderrezak Mokri dénonçant le fait que «les Algériens soient privés de la possibilité de se développer politiquement».

S'agissant de l'ordre du jour de la réunion des cadres du parti Hamas, son président a clairement évoqué un renouveau pour le parti depuis son cinquième congrès national tenu il y a une année.

«Nous sommes dans l'opposition actuellement après avoir fait



Abderrezak Mokri.

partie du gouvernement. Le renouveau du parti est aussi bien dans ses slogans que dans ses discours, dans ses relations, dans

ses rapprochements et dans les alliances», a tenu à préciser Mokri aux cadres de son parti.

F-Z. B.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Une usine de médicaments algéro-émiratienne à El Harrach

L'industrie pharmaceutique sera renforcée par une unité de fabrication mixte algéro-émiratienne. Ceci à la faveur du paraphe d'un pacte d'actionnaires entre le Groupe Saidal et la compagnie émiratienne Jalfar spécialisée dans l'industrie pharmaceutique.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - La cérémonie de signature s'est déroulée jeudi dernier, à la résidence d'Etat El Mithak, dans la foulée de la réunion de la 12^e commission mixte algéro-émiratienne présidée par les ministres des Affaires

étrangères des deux pays, Ramtane Lamamra et Cheikh Abdallah Ben Zayed Al-Nahyane. L'usine aura deux lignes de production, l'une d'injectables et l'autre de comprimés et sera fonctionnelle à la fin de ses chantiers

de réalisation, au niveau de la zone d'activité d'El Harrach, non loin de l'hôpital Zemirli, à Alger, soit d'ici 18 mois.

Le pacte d'actionariat ainsi signé fait ressortir une participation triangulaire à ce projet, avec 40% des actions pour la compagnie émiratienne Jalfar, les 60% restants étant partagés entre le groupe Saidal (40%) et le groupe privé algérien Darkaoui (20%).

Cette convention fait partie des sept paraphées le même jour, liées entre autres à l'enseignement, à la jeunesse et à l'information. En sus, donc, de ce pacte d'actionariat, Ramtane Lamamra a cosigné, à la même occasion, avec son homologue émirati, d'autres documents juridiques entre les deux pays. Ces derniers consistent notamment en un mémorandum d'entente en

matière d'équivalence des diplômes de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, un programme exécutif inhérent aux archives pour la période 2014-2016, un accord de coopération entre l'agence Algérie presse service (APS) et l'Agence de presse émiratienne (WAM), un mémorandum d'entente dans le domaine de la jeunesse et des sports et, enfin, un mémorandum portant création d'une commission mixte de coopération entre l'Algérie et les Emirats arabes unis.

Intervenant à l'occasion, notre ministre des Affaires étrangères a estimé que l'Algérie et les Emirats arabes unis ont réalisé des acquis considérables dans différents domaines, notamment l'énergie, les services, les finances, l'industrie et le tourisme. Deux pays qui,

poursuivra Lamamra, «recèlent des potentialités matérielles, techniques et humaines, pouvant leur assurer une meilleure exploitation des opportunités d'investissement offertes, à la faveur de lois favorables et incitatives qui donnent des garanties à l'investisseur et prennent en charge ses principales préoccupations».

Même «appréciation» chez son homologue émirati pour qui les opportunités de coopération et de partenariat entre l'Algérie et les Emirats arabes unis étaient «importantes» dans plusieurs domaines, estimant qu'il était possible de les développer en matière d'échanges commerciaux, «très faibles», à ses yeux, car ne dépassant pas les 0,5 milliard de dollars.

M. K.

Rectificatif

Dans notre édition du jeudi 8 mai 2014, une erreur s'est glissée dans la chronique «Ce monde qui bouge, (Gouvernement, le temps des promesses...). Il fallait lire : «La plus connue concerne Amar Saâdani mais selon *El Watan* citant *Mondofrique*, un ministre du gouvernement Sellal serait également cité.»

Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.